

Les ressources humaines

Hervieu B.

in

Dupuy B. (comp.), Dupuy B. (collab.).
Equilibre alimentaire, agriculture et environnement en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 24

1994
pages 35-41

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI950048>

To cite this article / Pour citer cet article

Hervieu B. **Les ressources humaines**. In : Dupuy B. (comp.), Dupuy B. (collab.). *Equilibre alimentaire, agriculture et environnement en Méditerranée*. Montpellier : CIHEAM, 1994. p. 35-41 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 24)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les ressources humaines

Bertrand Hervieu

Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP),
Centre d'Études de la Vie Politique Française, Paris (France)

S'interroger sur les ressources humaines du bassin méditerranéen, c'est prendre la mesure des bouleversements enregistrés sur le plan démographique et tenter d'élucider pour ce qui nous concerne les enjeux qui en découlent.

En ce qui concerne la démographie, elle me semble pouvoir être caractérisée par quatre grands traits qui sont les suivants :

- croissance ;
- recomposition des équilibres ;
- transformation des migrations ;
- urbanisation et littoralisation.

S'agissant des enjeux, j'en retiendrai trois : la culture, le travail, le territoire.

Ma réflexion s'appuie principalement sur les travaux du *Plan Bleu* (Grenon ; Batisse, 1988), sur ceux du groupe de prospective « L'avenir du Bassin Méditerranéen » de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, en France (Gizard, 1993) et enfin sur la livraison de *L'Événement Européen* (1988) consacrée à la question Méditerranéenne.

I – Les évolutions démographiques

1. Croissance

Prenons les chiffres des Nations unies et les calculs effectués par le *Plan Bleu*.

Évolution de la population totale des pays du Bassin Méditerranéen
(en millions)

1950	1980	1985	2000	2025
212	333	356	433	547

Cette évolution représente les coefficients multiplicateurs suivants par rapport à 1980 :

1980	1985	2000	2025
1	1,07	1,30	1,64

Source : *Plan Bleu*, Nations unies.

Le scénario moyen fait apparaître une atténuation du rythme d'accroissement de la population de l'ensemble des pays méditerranéens à partir de l'an 2000.

Le taux d'accroissement annuel évolue de la façon suivante :

1950/1980	1980/1985	1985/2000	2000/2025
1,51	1,34	1,33	0,94

Enfin, à l'échelle globale, il est intéressant de comparer la population méditerranéenne à la population mondiale :

	1950	1980	1985	2000	2025
Monde entier	2 516	4 500	4 837	6 122	8 206
Pays méditerranéens (en millions)	212	333	356	433	547
Part des pays méditerranéens dans le monde (%)	8,4	7,5	7,4	7,1	6,7

Ces chiffres – pour les années à venir – sont établis avec la variante moyenne des Nations unies selon laquelle la population mondiale n'atteindrait un « état stationnaire » d'environ 12 milliards que dans la deuxième moitié du XXI^e siècle pour fluctuer ensuite autour de ce niveau.

On observe à l'échelle de la région l'extension du phénomène de transition démographique, c'est-à-dire le passage d'un régime traditionnel d'équilibre démographique à fécondité et mortalité fortes, vers un régime moderne d'équilibre démographique à fécondité et mortalité faibles.

Le taux brut de mortalité baisse régulièrement, l'indice synthétique de fécondité (nombre d'enfants par femme) baisse régulièrement, le taux brut de mortalité devrait stagner à partir de maintenant, le taux d'accroissement naturel baisse.

« Dans son ensemble, la population du bassin méditerranéen a connu un accroissement de 68 % en trente-cinq ans, de 1950 à 1985, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 1,5 %, plus bas que celui de 1,9 % observé pour l'ensemble du monde – le taux réel est passé par un maximum vers la fin des années 1960. Il décroît lentement depuis, mais devrait demeurer relativement important, de l'ordre de 1,3 % entre 1986 et 2000, et de 0,9 % entre 2000 et 2025. » (*Plan Bleu*). En résumé, entre 1950 et 2000 la population double. Elle atteindra 550 millions d'habitants en 2025.

2. Évolutions contrastées et recompositions des équilibres

Cette croissance globale de la région méditerranéenne ainsi que le ralentissement de cette croissance cache des disparités considérables. La démographie des pays méditerranéens n'évolue pas au même pas.

Un premier constat : l'évolution comparée de la démographie des pays du Nord et des pays du Sud et de l'Est fait apparaître un croisement des courbes en 1990. À cette date la population des pays du Sud et de l'Est dépasse celle des pays du Nord.

En 1950 les pays du Nord étaient deux fois plus peuplés que ceux du Sud, en 2025 ceux du Sud seront deux fois plus peuplés que ceux du Nord (cf. graphique).

Le *Plan Bleu* propose une analyse plus fine que la dichotomie retenue par les Nations unies entre pays développés et pays en développement. Il dégage, parmi les dix-huit pays riverains de la Mer méditerranéenne, trois regroupements « démographiques », à savoir :

- Région A : Espagne, France, Grèce, Italie, ex-Yougoslavie.
- Région B : Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie.
- Région C : Albanie, Chypre, Israël, Liban, Malte, Monaco.

Les pays de la région A (Espagne, France, Grèce, Italie, ex-Yougoslavie) connaissent des taux d'accroissement nettement inférieurs à ceux des pays des régions B et C : 0,8 % contre 2,5 % et 2,3 %, respectivement, entre 1950 et 1985.

En 2025, estime le *Plan Bleu*, la région A ne devrait plus compter que 36 % de la population totale du bassin, contre 66 % en 1950 et 52 % en 1985.

La région B (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie) rassembleront près de 60 % de la population du bassin méditerranéen en 2025, soit deux fois plus, en valeur absolue, qu'aujourd'hui et cinq fois plus qu'en 1950.

Ces chiffres sont corroborés par le rapport publié le 18 août 1993 par le Bureau de référence de la population, centre de recherche privé basé à Washington, qui prévoit un doublement de la population du Proche-Orient dans les trente ans à venir, passant de 265 millions d'habitants en 1993 à 576 millions en 2025, avec un taux de croissance parmi les plus rapides du monde. Dans cette projection démographique, les trois « géants » démographiques du Proche-Orient compteraient, en 2025, 104,6 millions d'habitants pour l'Égypte, 161,9 millions pour l'Iran et 98,7 millions pour la Turquie. (Il s'agit d'une étude sur le Proche-Orient et non sur la Méditerranée, c'est la raison pour laquelle l'Iran apparaît dans ce commentaire).

Xavier Gizard, toujours à partir des chiffres des Nations unies, propose également de regrouper les pays méditerranéens en trois groupes pour analyser leurs évolutions démographiques. Il distingue les pays du Nord (Espagne, France, Italie, Grèce), les pays de l'Est (Malte, Israël, Chypre, ex-Yougoslavie, Albanie, Turquie), les pays du Sud (Syrie, Liban, Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc). Il note le passage de la population des pays de l'Est et du Sud de 218 millions en 1990 à 360 millions en 2020, représentant les deux tiers de la population méditerranéenne.

Autre constatation : la population des pays méditerranéens du Sud et de l'Est à l'horizon 2020 serait égale à la population de l'ensemble du bassin méditerranéen en 1985.

« À l'est, Malte, Chypre, Israël, Albanie et l'ex-Yougoslavie se caractérisent par une croissance modérée de leur population se sont beaucoup plus près d'atteindre les taux de croissance communautaires que les pays du Sud. Quant à la Turquie, bien qu'appartenant à la zone est, elle est néanmoins démographiquement plus proche de la zone sud puisque sa population devrait doubler à l'horizon 2020. En effet l'Égypte, le Maroc et l'Algérie, qui ont triplé leur population entre 1950 et 1990, le Liban et la Tunisie, qui l'ont doublée, font partie de cette zone sud qui devrait connaître une augmentation de population comprise entre +50 % et +92 % d'ici 2020. Enfin en Syrie et en Libye, où l'on peut encore parler d'explosion démographique, la population serait multipliée par 2,5 à 3 d'ici 2020. Considérons que, même si ces prévisions dépassent la future réalité de quelques millions ou dizaines de millions d'hommes, l'importance du bouleversement démographique est telle que cet amenuisement de la croissance n'est pas de taille à changer fondamentalement les conséquences qui en résultent. » (Xavier Gizard, 1993).

Si l'on constate que les pays du Sud sont entrés dans une phase de fécondité déclinante, l'on note en même temps que l'indicateur conjoncturel de fécondité reste très élevé (plus de cinq enfants par femme).

Il subsiste par ailleurs une grande différence entre la fécondité en milieu urbain et la fécondité en milieu rural. En Égypte, par exemple, on relevait un indicateur conjoncturel de fécondité de 5,52 pour le pays entier en 1976, mais égal à 3,89 pour le Caire et Alexandrie. A l'horizon 2025, la rive droite va s'accroître d'un nombre d'habitants égal à celui que comporte la rive nord aujourd'hui.

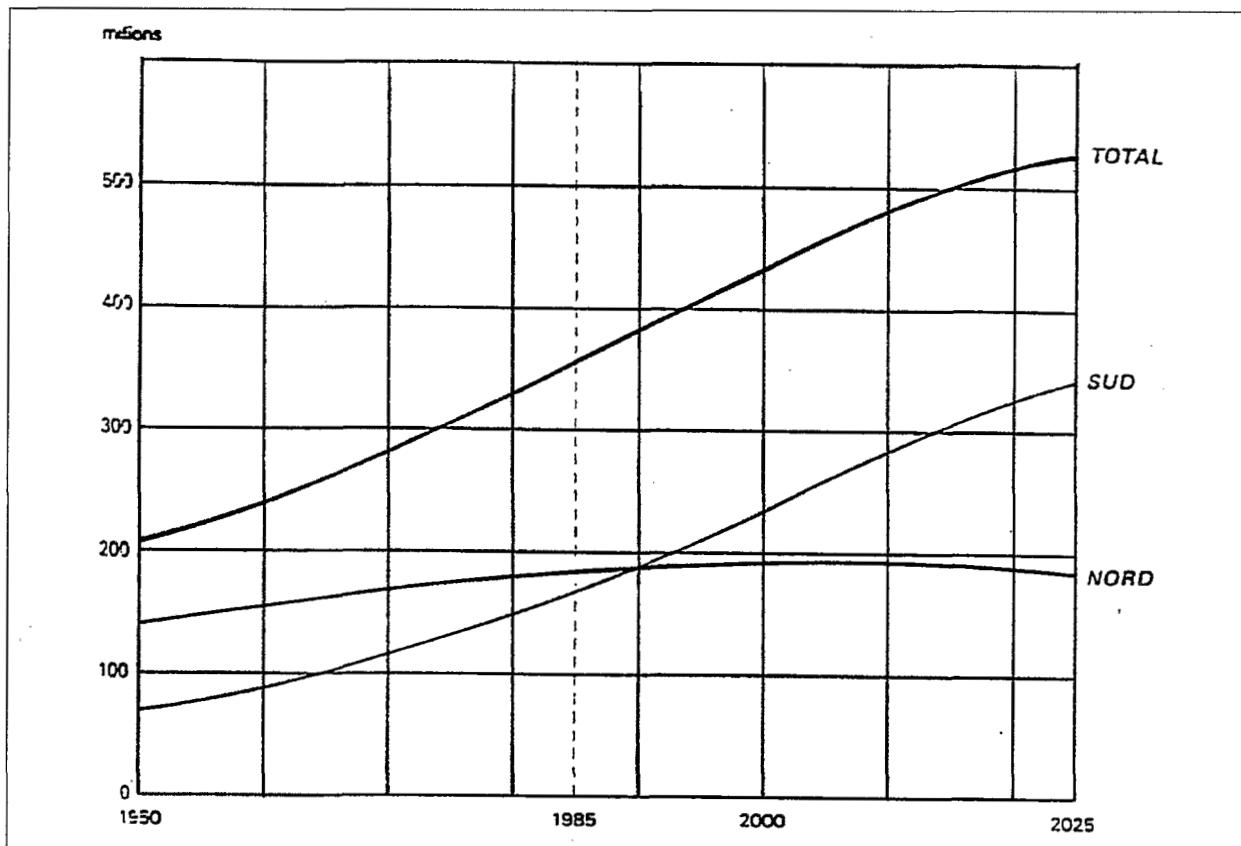
3. Transformation des migrations

Au cours de la dernière décennie, les pays de l'Europe méditerranéenne ont enregistré un retournement de tendance en matière de migration. Ces pays traditionnellement exportateurs de main-d'oeuvre sont devenus pays d'immigration.

Ce phénomène s'explique par la réduction de l'offre de travail des pays de l'Europe du Nord, constaté à partir de la deuxième moitié des années 1970. Agriculteurs, peu industrialisés et exportateurs de main-d'oeuvre, tels se présentaient les pays de l'Europe méditerranéenne. Le *Plan Bleu* remarque que « l'évolution des disparités socio-économiques entre le Sud et le Nord, et le dynamisme nouveau des petites et moyennes entreprises induit par l'élargissement à 12 de la Communauté Économique Européenne, laissent à penser que l'appel aux travailleurs clandestins persistera ». « Cet appel concerne d'ailleurs plus une population active qualifiée, et dont le niveau d'instruction ne cesse de s'améliorer, qu'une population de travailleurs manuels ».

Dans le même temps, le rôle de pays d'accueil joué par les pays du Golfe arabo-persique et la Libye s'est trouvé compromis.

Population des pays méditerranéens. Evolution 1950-1985 et scénario moyen 1985-2025



Source : *Plan Bleu*, Nations unies.

Le rythme d'accroissement de la population de l'ensemble des pays méditerranéens semble s'atténuer à partir de l'an 2000. La population des pays du Sud et de l'Est dépasse celle des pays du Nord à partir de 1990.

Nous percevons que nous entrons dans une nouvelle phase de l'histoire des mouvements migratoires sans pouvoir la théoriser ni encore moins la prévoir.

Il y aurait 15 millions de travailleurs migrants autour de la Méditerranée. Ce chiffre devrait croître considérablement dans les années à venir.

4. Littoralisation et urbanisation des populations

Les migrations nationales et internationales s'inscrivent dans une dynamique confirmée d'exode rural et d'urbanisation, principalement le long des zones littorales, comme on le constate sur les autres continents durant la seconde moitié du XXe siècle.

« Aujourd'hui, remarque Xavier Gizard, près de 58 % de la population de l'ensemble du bassin méditerranéen réside en zone urbaine. Demain, le seuil des 80 % pourrait être dépassé du fait du processus d'urbanisation en cours dans les pays du Sud et de l'Est méditerranéen, identique à celui déjà opéré au Nord ».

On estime le rythme de croissance urbaine des pays du Sud et de l'Est cinq fois supérieur à celui des villes européennes quand elles étaient au maximum de leur croissance.

Dans les pays du Nord l'urbanisation a eu lieu, se poursuit, et les politiques d'aménagement du territoire tendant à conserver une population nombreuse dans l'arrière-pays n'ont pas encore fait leurs preuves.

Cette urbanisation s'accompagne donc d'une littoralisation : en 1985 la population des régions littorales méditerranéennes était estimée à 133 millions d'habitants, soit 37,5 % de la population sur 15 % de la superficie totale. Selon les scénarios du *Plan Bleu*, ce chiffre atteindrait entre 195 et 217 millions en

2025. La densité moyenne pour l'espace littoral passerait ainsi de 104 habitants au km² à 150-165 et pourrait atteindre 1000 en Syrie, au Liban, en Algérie, en Israël, en Égypte...

Cette littoralisation des populations doit retenir notre attention car elle signifie aussi – à en juger d'après les évolutions constatées sur le reste de la planète – une intensification des agricultures. L'agriculture ne reconquiert pas les espaces laissés éventuellement vacants par les mouvements de population, elle accompagne ces derniers.

Croissance – Recomposition des équilibres – Mobilité – Littoralisation : quatre traits par lesquels nous pouvons caractériser l'évolution de la population méditerranéenne.

Face à ces données se pose une triple question qui est celle : premièrement de la formation et de la culture, deuxièmement du travail et troisièmement du territoire ; ou, en d'autres termes, l'identité, la richesse et le lien social.

II – Les enjeux

1. La culture

Cette population, nombreuse, jeune, mobile, réclame une formation et une culture qui lui sont propres. Il ne saurait y avoir de Méditerranée sans la présence d'un sentiment et d'une culture de la Méditerranée – partagés par les peuples de la Méditerranée.

Reprenons la remarque de Fernand Braudel, la Méditerranée « *est telle que la font les hommes* » et « *se jauge à ses rayonnements* » (*La Méditerranée et le Monde Méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 5 éd., Tome I).

Le défi est à la fois quantitatif et qualitatif. Quantitatif d'abord : malgré des efforts considérables réalisés pour l'enseignement primaire dans les pays du Sud et de l'Est, le taux d'analphabétisation des plus de quinze ans reste très élevé (de 34,7 % en Tunisie à 50,5 % au Maroc en 1990). Dans l'enseignement secondaire, seules l'Égypte et l'Algérie connaissaient en 1990 un taux d'inscription dépassant la moitié d'une classe d'âge.

L'Égypte, le Maroc et l'Algérie, qui ont choisi de développer l'enseignement supérieur, ont des taux d'inscription dans les universités voisines de ceux rencontrés au Portugal ou en Turquie pour la décennie 1980–90 (Xavier Gizard, 1993).

En Europe le déséquilibre Nord-Sud est éclatant : en 1987 la population de jeunes allemands, danois ou hollandais de 15 à 19 ans suivant une formation était de 85 %. Ce pourcentage était tout juste supérieur à 50 % dans une partie du Portugal, du sud de l'Espagne et de l'Italie, et en Grèce. On a calculé que pour mettre à parité le ratio entre l'Espagne et l'Allemagne il faudrait assurer la formation d'un million d'enseignants et formateurs, s'ajoutant aux deux millions existants (Xavier Gizard, 1993).

C'est donc bien toute la Méditerranée qui est confrontée à cette question de la formation. Au-delà de cette question quantitative se pose dès aujourd'hui une question qualitative : comment penser et apprendre la Méditerranée ?

Et la question est d'abord posée au CIHEAM : de quelle identité méditerranéenne est-il porteur ?

Comment poursuivre l'histoire des métissages (Serres, 1991) qui est l'histoire de la Méditerranée : creuset où se confrontent des cultures ?

A elle seule, la Méditerranée est porteuse de ce défi culturel que nous retrouvons à l'échelle mondiale.

Un précédent colloque du CIHEAM, organisé à Rabat en 1987, avait mis en évidence à la fois la réalité du potentiel de formation agronomique tout autour de la Méditerranée et la diversité des traditions pédagogiques et institutionnelles auxquelles se rattachent ces appareils.

Comment inventer à partir de l'existant ce qui pourrait être une université agronomique hors les murs, capable, en formation initiale comme en formation continue, de se développer sur le pourtour méditerranéen, en créant des cours, des modules pour des groupes de pays, de façon mobile et révisable. Cette université hors les murs contribuerait à structurer les sous-ensembles régionaux, aiderait à penser la circularité de la Méditerranée et dépasserait le face-à-face Nord-Sud.

2. Quelles richesses produisent les populations ?

Nous découvrons à la fin du XXe siècle que la population n'est plus en soi une richesse car son accès au travail lui est compté.

La population d'âge actif devrait croître de 50 millions d'individus d'ici quinze ans, puis à nouveau de 50 millions au cours des quinze années suivantes, pour les seuls pays du Sud et de l'Est. Le nombre entrant sur le marché du travail continuera à être supérieur à celui des sortants jusqu'en 2020 (Xavier Gizard, 1993).

En 1988 le taux de chômage était de 25 % en Algérie, mais de 20 % au Maroc et en Tunisie. Les pays européens devront attendre au moins 2010 pour voir se renverser la tendance. Le vieillissement de la population et la baisse de la croissance naturelle feront que le nombre d'entrants sur le marché du travail sera alors inférieur à celui des sortants. D'ici là, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce continueront à être confrontés au problème du sous-emploi. Même le secteur informel ou sous-terrain ne peut résorber ces surplus de main-d'oeuvre disponible.

La Méditerranée est confrontée comme les autres régions du monde à la précarité du travail humain. Situation complexe où l'on constate le maintien de l'appel à une main-d'oeuvre non formée en même temps que des exigences croissantes des niveaux de qualification pour le reste des salariés.

Situation complexe qui ne peut plus s'analyser en terme d'adéquation entre profils de formation et marché du travail pour deux raisons :

- l'offre est toujours supérieure à la demande, quel que soit le niveau de qualification ;
- la formation technique acquise est de plus en plus rapidement obsolète (cf. l'épopée de l'informatique et des informaticiens).

Nous voyons voler en éclat les raisonnements sur les relations entre formation-emploi-développement. Le système de formation supérieure orienté vers l'entrée dans la fonction publique a explosé ; et le modèle salarial du travail est en crise.

Face à de telles évolutions, le choix du modèle d'agriculture à promouvoir est essentiel : pour la seule Europe des douze, il a été calculé que la poursuite de l'encouragement à l'intensification et au développement productiviste mettait en jeu dans les dix ans à venir environ 5 millions d'actifs.

Que dire à l'échelle de la Méditerranée ? Que dire, si ce n'est que l'approche, autant rurale qu'agricole, autant culturelle que technique, autant territoriale qu'économique, doit être privilégiée.

Nous ne pouvons plus nous préoccuper du développement de l'agriculture sans nous poser la question du travail et de l'emploi.

3. Quelles relations entre Sociétés, Économies et Territoires ?

La littoralisation des économies et des sociétés méditerranéennes semble disqualifier une très grande partie des territoires mais aussi certaines sociétés méditerranéennes, je pense aux sociétés paysannes et nomades.

Peut-on, à partir de l'agriculture méditerranéenne, repenser le rapport homme-production-territoire ou considère-t-on que le seul avenir possible pour l'agriculture méditerranéenne est celui d'une agriculture intensive et hors-sol – déterritorialisée –, et pour les paysans, l'exode. Y-a-t-il une voie moderne pour l'agriculture territorialisée, demandeuse de main-d'oeuvre, productrice d'identité individuelle comme de sens collectif ?

Y répondre pour l'agriculture est un immense défi, d'autant qu'en valeur absolue la population rurale va continuer de croître malgré la littoralisation. N'oublions pas que si l'agriculture n'arrive pas à repenser cette question, nous devons alors nous demander quel autre secteur économique le pourra. Alors l'atomisation des sociétés, des espaces, des richesses sera totale.

Ici se pose en d'autres termes le conflit évident qui surgit aujourd'hui autour du Bassin Méditerranéen entre une agriculture intensive, sur-intensive, tournée vers l'exportation, et une agriculture principalement orientée vers la couverture alimentaire nationale.

La première participe pleinement par ses capitaux, par ses méthodes et par ses finalités au processus de mondialisation des échanges agricoles et surtout de déterritorialisation de l'agriculture : une agriculture aussi mobile que l'industrie de main-d'oeuvre il y a quelques années.

Une agriculture d'une extraordinaire fragilité sur les moyen et long termes. Sachons-le, cette agriculture peut déménager en l'espace de deux ans, complètement.

Et une agriculture de couverture nationale prise en étau entre les objectifs affichés de travailler pour la marche et la non-solvabilité d'une partie des populations.

Et nous touchons là l'aboutissement ou plutôt le point de départ de notre réflexion, à savoir qu'une population ne devient une ressource humaine que dans la mesure où l'action collective a du sens.

Le sens n'est pas donné. C'est même la recherche du sens d'un projet commun qui donne un sens à ce projet.

Alors ne ménageons pas nos ambitions pour cette région qui concentre sur une faible superficie les grandes contradictions du monde aujourd'hui.

Nous ne résoudrons pas à admettre que, devant le défi démographique, la seule issue possible serait de confier à quelques puissances agricoles le soin de nourrir le reste du monde.

Le sens de notre mission ne réside-t-il pas d'abord dans la reconnaissance exigeante pour les peuples, pour chaque peuple, du droit à se nourrir lui-même parce qu'il en va de sa dignité et de son existence ?

Alors, si ce principe est au fondement d'une ambition collective, nous ne pouvons pas faire comme si tout le monde avait un avenir radieux sur le marché mondial. Nous devons repenser la mobilité de l'agriculture et sa territorialisation. Nous devons :

- borner le marché, sans le nier ;
- donner des objectifs à des producteurs qui n'en ont pas ;
- calmer les ardeurs des marchands d'armes alimentaires ;
- contribuer dans le cadre méditerranéen à créer un ordre alimentaire.

Ainsi, au droit implicite de nourrir le monde, dévolu à quelques puissances, se substituera le droit explicite des peuples à se nourrir eux-mêmes.

Il y faudra beaucoup de temps : le temps d'une génération.

Il y faudra beaucoup d'énergie : l'énergie qui fut celle des fondateurs, qui est celle de la génération actuelle, et qui sera celle de tous nos étudiants.

Références

- Grenon, M. ; Batisse, M. (éd.) (1988). *Le Plan Bleu*, Avenirs du Bassin Méditerranéen. Préface de Mostafa K. Tolba, Economica, Paris.
- Gizard, X. (éd.) (1993). *La Méditerranée inquiète*, DATAR/Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- La question Méditerranéenne. In *L'Événement Européen*, n° 2, 1988.
- Serres, M. (1991). *Le Tiers-Instruit*, Editions François Bourin, Paris.